



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 04 août 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EPC COLIBRI

La Reutière
49500 Segré-En-Anjou Bleu

Références : SRNT-2025-0494-EPC_COLIBRI_RAP
Code AIOT : 0006306601

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement EPC COLIBRI implanté La Reutière L'Hotellerie de Flée 49500 Segré-en-Anjou Bleu. L'inspection a été annoncée le 26/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle a porté sur la gestion des déchets admis (nature et origine géographique), la surveillance des rejets aqueux, dont la campagne d'identification et d'analyses des PFAS et la surveillance des eaux souterraines.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPC COLIBRI
- La Reutière L'Hotellerie de Flée 49500 Segré-en-Anjou Bleu
- Code AIOT : 0006306601
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EPC COLIBRI exploite, sur la commune de Segré-en-Anjou Bleu :

- une installation de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante (casiers dédiés à ces déchets),
- une installation de stockage de déchets inertes (ISDI),
- une installation de transit de déchets dangereux contenant de l'amiante, en particulier des équipements de protection individuelle (EPI) de chantiers de désamiantage.

Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 15 février 2019 et par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 31 mai 2022 et 3 juin 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déchets admis sur le site	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 1.2.4	Demande d'action corrective	30 jours
2	Déchets admis sur le site	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 1.2.5	Demande d'action corrective	30 jours
3	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 II	Demande d'action corrective	30 jours
4	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1	Demande d'action corrective	30 jours
5	Autosurveillance des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 5.4.1	Demande d'action corrective	30 jours
6	Autosurveillance des eaux de ruissellement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 23	Demande d'action corrective	30 jours
7	Réalisation des campagnes d'analyse PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
10	Précisions des mesures PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	30 jours
11	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	120 jours
12	Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
9	Exigences pour le prélèvement PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 5.4.3	Sans objet
14	Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 5.4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a fait des constats nécessitant la transmission de justificatifs et/ou des actions correctives. Les éléments attendus sont détaillés dans chacun des points de contrôle ci-après.

En particulier, la surveillance réalisée sur les rejets aqueux et les eaux souterraines est à compléter afin de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux. Par ailleurs, les 3 campagnes de prélèvements et d'analyses des substances PFAS doivent être de nouveau réalisées, a minima sur les effluents des bassins 4, 5 et 6. Ces analyses doivent porter a minima sur les 20 + 8 PFAS de l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 en respectant l'ensemble des dispositions de cet arrêté ministériel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets admis sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 1.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des déchets admis sur le site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Concernant l'ISDND, les admissions sont limitées aux déchets d'amiante lié à des matériaux inertes et non inertes générés par des travaux de construction, rénovation ou déconstruction d'un bâtiment ou de génie civil, les déchets de terres naturellement amiantifères et les déchets d'agrégats d'enrobés bitumineux amiantés tels que listés dans le tableau ci-après : [...] 17 08 01*, 17 06 05*, 17 05 03*, 17 01 06*, 17 02 04*, 17 04 09*, 17 06 01*, 17 06 05*, 17 09 03* [...]</p> <p>Les autres déchets sont interdits.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une fiche concernant l'année 2024, portant sur les déchets entrants et traités sur le site et sur ceux sortants du site, a été générée via l'accès aux données saisies par les exploitants dans l'outil Trackdéchets et disponibles pour l'inspection des installations classées. Ces données ont été comparées à celles saisies par l'exploitant dans sa déclaration GERE pour l'année 2024 et dans son rapport annuel d'activité 2024.</p> <p>Concernant la nature des déchets admis sur le site, il a été constaté au travers de cette fiche que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des déchets classés 17 03 01* (mélanges bitumineux contenant du goudron) ont été admis sur le site alors que ces déchets ne font pas partie de la liste des déchets autorisés à l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral susvisé modifié par l'arrêté préfectoral du 31/05/2022 (et ne sont pas présents ni dans GERE ni dans le rapport annuel 2024), - des déchets classés 17 05 03* (terres et cailloux contenant des substances dangereuses) ont été déclarés dans Trackdéchets mais pas dans GERE. <p>Pour les déchets 17 01 03* :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vu le BSDA n°BSDA-20240702-KB8BEZ3XB. Cela concerne des joints sur support métallique venant de l'entreprise de travaux MURAIL E.T.A.P à Bois-de-Céné dans le 85 (producteur du déchet : LOTIPROMO de Challans dans le 85), - vu le CAP correspondant indiqué dans le BSDA (n°10031.050778) qui vise des déchets classés 17 04 09* (déchets métalliques contaminés par des substances dangereuses) pouvant être admis sur

<p>le site,</p> <p>Au regard des documents examinés ci-dessus et selon l'exploitant, ces déchets sont bien arrivés avec ce code, mais il s'agirait d'une erreur de la part du producteur des déchets ou de l'entreprise de travaux (cf. éléments contenus dans le CAP). Ces déchets, représentant un tonnage de 0,1 t, ont bien été admis sur l'installation de stockage de déchets malgré un code déchet non listé dans la liste des déchets admissibles.</p> <p>A noter que lors de l'arrivée sur site des déchets, il n'y a pas d'alerte émise sur le code des déchets entrants, seule la dénomination des déchets est vérifiée. Donc aucun contrôle de cohérence n'est réalisé par l'exploitant ce qui a permis l'admission de tels déchets.</p> <p>Pour les déchets 17 05 03* : pas de réelle explication de la part de l'exploitant. Il s'agit d'erreurs a priori dans la déclaration GEREPE avec possible intégration du tonnage concernant les déchets classés 17 05 03* dans celui des déchets classés 17 09 03* dans cette déclaration (au regard des tonnages déclarés).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En plus des contrôles d'admission des déchets prévus à l'article 3.2.4 de l'AP de 2019 modifié portant sur l'existence des documents requis lors de l'acceptation, l'exploitant doit mettre en place des contrôles permettant de s'assurer que ces documents sont correctement complétés et correspondent au déchet attendu et réceptionné.</p> <p>L'exploitant doit veiller à la cohérence des données contenues (codes déchets, quantités...) dans les différentes déclarations à savoir dans Trackdéchets, le(s) registre(s) chronologique(s) interne(s) et la déclaration GEREPE pour l'année correspondante.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 2 : Déchets admis sur le site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 1.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Origine géographique des déchets admis</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'origine des déchets amiantés n'est pas limitée. Toutefois, le principe de proximité est recherché et les provenances très éloignées restent limitées et justifiées dans le rapport annuel d'activités.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les départements d'origine des déchets reçus dans l'installation de stockage, précisés dans la fiche Trackdéchets pour l'année 2024, sont les suivants : Indre-et-Loire (37), Loire-Atlantique (44), Maine-et-Loire (49), Ille-et-Vilaine (35), Vendée (85) et autres origines non précisées.</p> <p>Les départements d'origine des déchets reçus dans l'installation de stockage, précisés dans la déclaration GEREPE pour l'année 2024, sont les suivants : uniquement le département du Maine-et-Loire (49).</p> <p>L'exploitant indique n'avoir jamais déclaré la provenance exacte des déchets admis dans son installation dans ses déclarations GEREPE.</p> <p>Les provenances de déchets très éloignées doivent être justifiées dans le rapport annuel d'activité, ce qui n'est pas le cas actuellement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit déclarer de façon précise l'origine géographique des déchets admis dans l'installation de stockage de déchets, que ce soit sur Trackdéchets, GEREPE ou le(s) registre(s) chronologique(s) interne(s), et s'assurer de la cohérence des données contenues dans Trackdéchets et dans la déclaration GEREPE pour l'année correspondante et ce dès la prochaine</p>

déclaration. L'exploitant doit ajouter dans son rapport annuel d'activité la justification demandée dans cet article 1.2.5 pour les déchets provenant de départements plus éloignés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 II
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle de la production et du traitement de déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. <p>[...]</p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée ; la quantité par nature du déchet ; le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir utilisé le pré-remplissage et la mise à jour à partir de l'application Trackdéchets proposés dans GERE ce qui aurait permis d'avoir plus de cohérence entre les 2 outils de déclaration.</p> <p>A noter toutefois que les déchets dangereux apportés par les ménages sont exclus des dispositions concernant l'émission d'un bordereau de suivi des déchets (BSD) via Trackdéchets. Ces déchets doivent toutefois être comptabilisés dans GERE ainsi que dans le(s) registre(s) chronologique(s).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer de la cohérence des données contenues dans Trackdéchets et dans la déclaration GERE pour les déchets devant être déclarés dans ces 2 outils, et ce dès la prochaine déclaration.</p> <p>Il doit veiller à intégrer la totalité des déchets admis dans ses installations, y compris ceux dispensés de l'émission d'un BSD.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1
Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation du registre des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)
Prescription contrôlée :

<p>« II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des terres excavées et sédiments », dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, le registre chronologique n'a pas été examiné dans le détail. Il est établi à partir d'un logiciel métier (logiciel ERP) d'exploitation mis en place par la société, sur la base des pesées réalisées sur le site et des factures.</p> <p>Pour les terres admises sur le site, l'exploitant a indiqué ne pas avoir de registre spécifique pour les terres excavées mais qu'il dispose d'un registre interne et les terres classées dangereuses font l'objet d'un bordereau via Trackdéchets (vu au travers de la fiche Trackdéchets mentionnée dans le point de constat n°1). A noter que, selon l'article R.541-43-1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> la transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R.541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments ; la transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R.541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller à ce que l'ensemble des déchets, y compris ceux non tracés via Trackdéchets (dangereux <u>et</u> non dangereux), soient intégrés dans le ou les registre(s) chronologique(s) interne(s) établi(s) pour le site. L'exploitant complète si nécessaire les outils de traçabilité correspondants.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 5 : Autosurveillance des eaux de ruissellement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 5.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux – suivi des fibres d'amiante</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des eaux des lagunes s'exerce sur les paramètres suivants : [...]</p> <p>Comptage des fibres d'amiante, lagunes 4 et 6, fréquence de surveillance semestrielle</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la transmission par l'exploitant, le 25 avril 2025, des résultats des campagnes d'analyses d'eau (rapports irh n°PDLP230699-24-99-R0 du 11 mars 2024, n°PDLP230699-24-668-R0 du 25</p>

<p>octobre 2024 et n°PDL250177-25-114-R0 du 22 avril 2025) et du rapport annuel 2024, il est constaté qu'un suivi semestriel est réalisé sur les lagunes 4 et 6 du site. La fréquence d'analyse est donc respectée sur ces 2 lagunes. Les valeurs mesurées sont toutes égales à 0.</p> <p>L'article 43 II de l'AM du 15/02/2016 impose une mesure de fibres d'amiante dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement tous les ans. Selon l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 15 février 2019 et les éléments apportés par l'exploitant, la lagune 5 du site reçoit également des eaux de ruissellement en provenance du dernier casier exploité depuis novembre 2019. Par conséquent, cette lagune doit faire l'objet a minima d'une mesure annuelle de fibres d'amiante.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place la mesure de fibres d'amiante dans la lagune 5 dès la prochaine campagne d'analyses d'eau prévue au 2^{ème} semestre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 6 : Autosurveillance des eaux de ruissellement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 23</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux - programme de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Ce programme est détaillé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement, selon les modalités définies en annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise des campagnes de prélèvements et d'analyses d'eau dans les bassins 1 à 6 du site et le ruisseau la Richardais (en amont et en aval). Ces campagnes sont réalisées à la fréquence définie à l'article 5.4.1 de l'arrêté préfectoral (AP) du 15/02/2019 et portent sur les paramètres tels que définis dans cet article.</p> <p>Vu le rapport annuel 2024 et les campagnes d'analyses faites en février et septembre 2024 ainsi qu'en mars 2025 (cf. références indiquées au point de constat n°5). Pas d'observation particulière sur les résultats obtenus. A noter qu'une analyse est réalisée sur l'indice hydrocarbures C10-C40 alors que l'AP impose une surveillance sur les hydrocarbures totaux (HCT).</p> <p>Toutefois, la fréquence des analyses ainsi que la liste des paramètres de cet AP ne correspondent pas à ce qui est imposé, pour les eaux de ruissellement et les eaux de drainage de fond de casier, à l'article 23 et les annexes I et II de l'arrêté ministériel (AM) du 15 février 2016 modifié en termes de fréquence (trimestrielle non semestrielle) et paramètres suivis :</p> <ul style="list-style-type: none"> paramètres globaux manquants : DBO₅, azote global, phosphore total, phénols, ion fluorure, cyanures libres, AOX ou EOX, différence dans la somme des métaux totaux : Al non As dans l'AM précité, aucune des « autres substances dangereuses », à l'exception de l'arsenic (As) n'est analysée. <p>En conclusion, l'exploitant respecte les dispositions de son arrêté préfectoral de 2019 mais pas celles de l'arrêté ministériel de 2016 qui s'applique à ce type d'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit revoir le programme de surveillance de ses rejets (eaux de drainage des effluents de fond de casier <u>et</u> eaux de ruissellement), en termes de fréquence et de paramètres analysés, afin de répondre aux obligations prévues pour ce type d'installation de stockage dans l'arrêté du</p>

15 février 2016 précité. Ce nouveau programme doit être appliqué dès la prochaine campagne de prélèvements et d'analyses. Les résultats des analyses réalisées doivent être déclarés dans GIDAF (le cadre GIDAF ayant été modifié en conséquence).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Réalisation des campagnes d'analyse PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : Les 3 campagnes d'identification et d'analyse des PFAS ont été réalisées par l'exploitant en septembre, octobre et novembre 2024. Les points de mesures sur lesquels les campagnes ont été réalisées sont : - 1 ^{ère} campagne : 5 points de mesure dont <ul style="list-style-type: none"> un point sur le rejet des eaux du bassin n°6 dans lequel sont récupérées les eaux de drainage des effluents de fond de casier, eaux qui sont issues du casier en exploitation, un point sur le rejet des eaux du bassin n°4 dans lequel sont récupérées les eaux de ruissellement et de drainage issues d'un casier qui n'est plus exploité. - 2 ^{ème} et 3 ^{ème} campagne : 3 points de mesure comprenant toujours le point de rejet du bassin n°6 mais plus le rejet du bassin n°4. Lors de la visite, il a été constaté que le bassin n°4 n'a pas de rejet dans le milieu naturel mais n'étant pas étanche, les eaux contenues dans ce bassin s'infiltrent dans le sol. La lagune 5 qui rejette dans le milieu naturel n'a pas fait l'objet de la campagne PFAS. Seuls les 20 PFAS de l'arrêté du 20 juin 2023 ont été analysés sans qu'aucune justification n'ait été apportée par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier la raison pour laquelle les eaux des bassins <u>n°4 et n°5</u> n'ont pas fait l'objet des 3 campagnes de 2024. En l'absence de justification suffisante, il réalisera cette campagne et transmettra les résultats d'analyse à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation des organismes mandatés

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements ont été effectués par irh Ingénieur Conseil de Beaucouzé accrédité pour les prélèvements 24 h. Il est indiqué, pour les points concernant l'amont et l'aval du ruisseau, que les prélèvements ont été réalisés sans être sous accréditation.</p> <p>A noter toutefois que ces prélèvements ne portent ni sur des effluents issus de l'activité du site qui sont rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel ni sur des rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées (cf. définition de rejets aqueux de l'article 1 de l'AM du 20/06/2023).</p> <p>Ces prélèvements ont ensuite été envoyés pour analyses à EUROFINs Maxéville (laboratoire accrédité COFRAC pour les analyses sur les PFAS dans les eaux résiduaires).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Exigences pour le prélèvement PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exigences pour le prélèvement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour le point de rejet des eaux du bassin 6, les prélèvements réalisés sont des prélèvements 24 h asservis au temps. Pour les eaux du bassin n°4 (prélèvement et analyse faits lors de la 1^{ère} campagne), elles ont fait l'objet de 3-4 prélèvements ponctuels de 10 min.</p> <p>Aucune justification n'est apportée dans le rapport pour la réalisation de ces prélèvements ponctuels sur ce bassin, mais il est précisé par l'exploitant qu'il n'existe aucun point de rejet pour ce bassin n°4, les eaux de ce bassin étant évacuées par infiltration.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Précisions des mesures PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des limites de quantification</p>

Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : Pour la 2 ^{ème} campagne, la limite de quantification pour l'AOF est de 10 µg/l donc la limite de quantification définie à l'article 4 de l'arrêté du 20 juin 2023 n'est pas respectée. Pour les 20 PFAS analysés, la limite de quantification est respectée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : cf. point de constat 11
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 11 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Restitution des résultats dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Les résultats d'analyses pour les 3 campagnes ont bien été transmis dans l'outil GIDAF mais uniquement pour le point de rejet des eaux du bassin n°6. Concernant les résultats obtenus : <ul style="list-style-type: none"> • l'AOF est > 2 µg/l en entrée et en sortie du bassin n°6 (eaux de ruissellement et eaux de drainage de fond du casier en exploitation) et en sortie du bassin n°4 (eaux de ruissellement et de drainage de l'ancien casier) quand les eaux de ce bassin ont fait l'objet d'analyses (donc uniquement lors de la 1^{ère} campagne) ; • des PFAS sont détectés et quantifiés en entrée (quand ce point est mesuré) et en sortie du bassin n°6 (substances détectées : PFHxA, PFOA, PFBS, PFOS, PFPeA, PFHpA). A noter la conclusion d'irh quand la valeur de l'AOF mesurée est supérieure à 2 µg/l qui précise que « Le résultat de l'indice AOF indique la présence de composés contenant du fluor organique (PFAS possibles) autres que les 20 PFAS analysés. ».
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu : <ul style="list-style-type: none"> • des résultats obtenus décrits ci-dessus, • de la limite de quantification non respectée pour l'AOF lors de la 2^{ème} campagne (cf. constat n°10), • de la réalisation d'analyses portant uniquement sur les 20 PFAS de l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 (cf. constat n°7), non justifiée au regard de l'hétérogénéité des déchets stockés dans les casiers dédiés (déchets d'amiante lié à des matériaux inertes et non inertes générés par des travaux de construction, rénovation ou déconstruction d'un

<p>bâtiment ou de génie civil, déchets de terres naturellement amiantifères et déchets d'agrégats d'enrobés bitumineux amiantés),</p> <ul style="list-style-type: none"> • de l'absence de prélèvements et d'analyses des eaux du bassin n°4 lors de la 2^{ème} et de la 3^{ème} campagnes de 2024, • de l'absence de prélèvements et d'analyses des eaux du bassin n° 5 lors des 3 campagnes, <p>l'exploitant doit refaire les 3 campagnes de prélèvements et d'analyses des substances PFAS sur les effluents des bassins n°4, n° 5 (sauf si des éléments de justification sont apportés) et n°6. Ces analyses doivent porter a minima sur les 20 + 8 PFAS de l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 en respectant l'ensemble des dispositions de cet arrêté ministériel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 120 jours

N° 12 : Autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines – paramètres à suivre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO₂⁻, NO₃⁻, NH₄⁺, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻, K⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ; - paramètres biologiques : DBO₅ ; - paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ; - autres paramètres : hauteur d'eau. <p>Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour la surveillance des eaux souterraines, une analyse semestrielle des eaux souterraines est réalisée par l'exploitant conformément à l'article 24 de l'arrêté du 15 février 2016 et de l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral de 2019. Les résultats sont saisis dans GIDAF.</p> <p>Concernant les paramètres suivis, tous les paramètres demandés dans l'article 24 de l'arrêté ministériel précité ne sont pas analysés. A noter la présence de métaux (Pb, Zn, Ni, Cr, Cu dans GIDAF, et Fe, Mn dans les rapports d'irh non déclarés dans GIDAF) et de MES en 2023 et 2024 en particulier dans le piézomètre Nord nommé S1 dans GIDAF. Il n'y a pas de commentaires dans GIDAF sur les résultats obtenus. Pour les MES, des purges ont été faites, le taux de renouvellement a été augmenté sans que cela ne modifie sensiblement les résultats obtenus. L'exploitant n'a pas d'explications complémentaires à apporter en dehors de celles indiquées dans le rapport annuel 2024.</p> <p>Concernant l'analyse de la radioactivité, la dernière été réalisée le 10 octobre 2013 (cf. rapport irh n°PDL230551-23-642-R0 du 10 janvier 2024). Tous les résultats sont inférieurs au seuil de détection à l'exception du potassium 40 dans les piézomètres n°1 et n°5 tels que définis dans le rapport irh. Pas d'explication apportée.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant doit compléter le spectre analytique de l'analyse des eaux souterraines faites afin de répondre aux dispositions prévues dans l'article 24 de l'arrêté du 15 février 2016. Ce nouveau spectre analytique doit être appliqué dès la prochaine campagne de prélèvements et d'analyses.</p> <p>Tous les résultats des paramètres analysés doivent être déclarés dans GIDAF.</p> <p>Les commentaires et explications appropriés doivent être apportés dès que nécessaire que ce soit pour la surveillance semestrielle réalisée sur les eaux souterraines ou pour l'analyse de la radioactivité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 13 : Autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 5.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines – nombre de piézomètres
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des eaux souterraines est opérée au moyen d'un réseau de 6 piézomètres, 3 par casiers (existants et à construire), implantés en leur périphérie dont au moins un par casier positionné en leur amont hydraulique. Leurs relevés sont représentatifs du fonctionnement de la nappe.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans GIDAF, la surveillance ne portait que sur 3 piézomètres, alors que la surveillance imposée dans l'arrêté préfectoral du site comporte 6 piézomètres et que la surveillance effectivement réalisée porte bien sur 6 piézomètres.</p> <p>Depuis la visite, le cadre GIDAF a été complété afin d'intégrer 6 piézomètres.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2019, article 5.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines – comptage des fibres d'amiante
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Compte tenu de la nature des déchets entreposés, les analyses portent sur les paramètres ci-dessous : [...]</p> <p>Comptage des fibres d'amiante</p>
<p>Constats :</p> <p>La concentration en fibres d'amiante (fibres d'amiante/l) est analysée semestriellement sur les 6 piézomètres du site. Les valeurs obtenues en 2024 et mars 2025 sont de 0 fibre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite